

**Projet : Appui à la Gouvernance Locale et au  
Développement Territorial  
(AGLDT)**

**TERMES DE RÉFÉRENCE**

**Recrutement d'une firme locale : Elaboration d'un budget communal participatif sensible au genre pour la commune de Lascahobas et appui aux communes frontalières cibles du projet pour la prise en compte de la Budgétisation sensible au genre (BSG) et l'application de l'Analyse comparative entre les sexes (ACS).**

Titre du poste :	CONSULTATION POUR L'ELABORATION D'UN DOCUMENT DE BUDGET POUR LA COMMUNE DE LASCAHOBAS, SELON UNE APPROCHE PARTICIPATIVE SENSIBLE AU GENRE, ET L'APPUI POUR LA PRISE EN COMPTE ET L'APPLICATION DE LA BSG ET L'ACS DANS LES AUTRES COMMUNES FRONTALIERES CIBLES DU PROJET.
Commune d'intervention :	Lascahobas
Domaine d'intervention :	Gouvernance/planification
Type de contrat :	Firme locale
Début du contrat :	Mai 2023
Durée du contrat initial :	100 jours ouvrables
Niveau du poste :	National
Langues requises :	Français / Créole
Durée prévue pour la consultation :	Mai 2023 au 30 septembre 2023

### **I- Contexte et justification**

À partir de la Déclaration universelle des Droits de l'homme de 1948, le principe d'égalité des sexes a été mis en exergue à travers les différentes conventions et conférences internationales. En effet, l'un des fondements des droits humains, réside dans « l'égalité » dont la reconnaissance, comme étant une condition essentielle à l'atteinte des objectifs de développement durable, est admise. C'est pourquoi, la prise en compte du genre dans toutes les sphères (projets de développement, plaidoyers, institutions, organisations etc.) est considérée comme un pas vers l'égalité. Ainsi, en vue de favoriser l'atteinte du troisième objectif des ODD, la budgétisation sensible au genre (BSG) est devenue un outil, reconnu à l'échelle internationale, pour traduire, de manière effective, les engagements pris en matière d'égalité des sexes et de droits humains des femmes, au niveau des processus et des pratiques budgétaires des acteurs/trices étatiques dans le secteur public.

En dépit des diverses conventions internationales signées par l'Etat haïtien, en ce qui a trait aux droits des femmes et à l'égalité des sexes, Haïti ne dispose pas d'un budget intégrant l'approche genre au niveau des Collectivités Territoriales. Or, l'élaboration et l'exécution du budget, selon une approche genre, représenteront un pas majeur vers la concrétisation des engagements de l'Etat pour l'égalité entre les sexes, laquelle fait partie des neuf (9) objectifs de développement durable, priorisés par le

gouvernement haïtien. L'intégration de l'approche genre dans tout le processus de planification budgétaire au niveau communal, contribuera à ce que la formulation des politiques et l'attribution des ressources répondent aux besoins différenciés des hommes et des femmes. Par conséquent, l'autonomisation des femmes sera renforcée et la réduction des inégalités entre les sexes sera accélérée. Dans cette optique, le gouvernement haïtien, à travers le projet AGLDT, lance une expérience pilote d'élaboration d'un budget communal sensible au genre à Lascahobas, l'une des communes frontalières ciblées par ledit projet.

Le projet AGLDT est mis en œuvre par le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE), le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT), l'Office de Management et des Ressources Humaines (OMRH) et le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des femmes (MCFDF) avec l'appui du Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD). Ce projet est cofinancé par le gouvernement haïtien, le gouvernement canadien et le PNUD. Le projet AGLDT est aligné sur la vision et le plan d'Égalité femmes-hommes (EFH) du Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des femmes (MCFDF) et entend contribuer, en particulier, aux éléments suivants de cette vision à travers :

1. La promotion de la participation active de la société civile féminine dans le processus de structuration du cadre et des mécanismes de planification du développement territorial, la déconcentration et la décentralisation, mais également la modernisation des administrations territoriales ;
2. Le renforcement des capacités des partenaires en genre, de sorte qu'ils soient en mesure d'institutionnaliser cette dimension dans les pratiques administratives et opérationnelles ;
3. La mise en place de mécanismes favorables à la prise en compte de l'égalité des sexes dans les institutions territoriales, la fonction publique territoriale et les institutions locales ;
4. La planification, de concert avec la société civile, de l'établissement d'un leadership féminin affirmé dans les sphères de pouvoir et de décision au sein des communautés ciblées.

En vue de répondre à ces objectifs, le projet AGLDT a résolu d'accompagner la Mairie de Lascahobas dans le processus d'élaboration d'un budget communal sensible au genre et l'application de l'Analyse Comparative selon le Sexe (ACS). C'est un exercice pilote qui s'étendra dans les autres communes frontalières cibles du projet AGLDT. Il est à noter que le leadership du processus dans son intégralité incombe aux autorités communales. Par conséquent, le projet AGLDT, de concert avec les partenaires techniques du projet, cherche à recruter une firme locale afin d'élaborer un document de budget sensible au genre pour la commune de Lascahobas et d'appuyer les autres communes frontalières du projet dans la prise en compte de la BSG et l'application de l'ACS.

## **II- Objectifs**

La consultation vise à promouvoir, dans les communes d'intervention du projet et particulièrement dans celle de Lascahobas, l'égalité des sexes et des droits humains à travers la budgétisation sensible au genre et la concertation multi-acteurs.

Les communes frontalières ciblées sont les suivantes : Lascahobas, Belladère, Savanette, Cerca-la-Source, Ferrier, Ouanaminthe, Capotille, Thomazeau, Cornillon, Ganthier, Fonds-Verrettes et Anse-à-Pitres.

De manière spécifique, il s'agit de :

- Sensibiliser les acteurs/trices locaux de la commune de Lascahobas et des autres communes frontalières, sur l'intégration de la dimension genre dans les politiques publiques ;

- Mettre à la disposition des acteurs/trices locaux concernés, des outils leur permettant de réaliser un budget communal qui tient compte de la dimension genre et de la participation (guide méthodologique d'élaboration du budget communal sensible au genre et participatif) ;
- Mettre à la disposition des acteurs/trices locaux concernés, des orientations leur permettant de réaliser l'analyse comparative selon le sexe (ACS) ;
- Réaliser l'audit genre des budgets et comptes administratifs communaux de la commune de Lascahobas pour les cinq derniers exercices fiscaux (2017 @ 2022) ;
- Elaborer sur la base d'une démarche participative le budget de la commune de Lascahobas pour l'exercice fiscal 2023-2024 (exposés des motifs, arrêté budgétaire, compte administratif, et autres documents justificatifs en annexe du budget) selon une approche sensible au genre.

### III- Résultats attendus

Sur la base de ces objectifs, les résultats attendus de cette consultation sont les suivants :

R1 : Les acteurs/trices locaux et les cadres de la direction des affaires financières de l'administration communale de Lascahobas et des autres communes frontalières cibles du projet, sont sensibilisés et s'approprient de la démarche de préparation d'un budget sensible au genre avec la participation de toutes les forces vives de la commune ;

R2 : Les cadres de la direction des Affaires financières de l'administration communale de Lascahobas, sont outillés pour réaliser des analyses comparatives selon le sexe ;

R3 : Un guide méthodologique pour l'élaboration d'un budget communal sensible au genre, est rédigé avec les acteurs/trices locaux de la commune de Lascahobas ;

R4 : La commune de Lascahobas dispose d'un budget participatif sensible au genre pour l'exercice fiscal 2023-2024.

### IV- Tâches principales

Sous l'autorité du Représentant résident du PNUD en Haïti, du Chef d'Unité Gouvernance et sous la supervision directe du Directeur national du projet, la firme aura la responsabilité de conduire, en collaboration avec l'équipe du projet, la Direction des Collectivités Territoriales (DCT) du MICT, le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes (MCFDF), les activités devant permettre l'atteinte des objectifs susmentionnés.

L'élaboration du budget communal participatif sensible au genre sera réalisée conformément aux orientations méthodologiques définies au niveau de/du/des :

- la loi du 4 mai 2016, remplaçant le décret du 16 février 2005, sur le processus d'élaboration et d'exécution des lois de finances ;
- décret du 1<sup>er</sup> février 2006, portant organisation et fonctionnement de la collectivité municipale dite communale ou municipalité et qui abroge le décret-loi du 22 octobre 1982 sur les communes ;
- l'arrêté du 16 février 2005, portant règlements généraux de la comptabilité publique (RGCP) ;
- la nomenclature budgétaire publique ;
- plan comptable général de l'Etat (PCGE) ;
- plan comptable des Collectivités territoriales (PCCT) ;
- guide budgétaire communal en vigueur et la version en cours de révision ;
- principes de la BSG et de l'ACS ;
- plan national d'égalité femmes-hommes.

Se basant sur ces documents nationaux de référence, la firme de consultation devra :

- Elaborer des outils d'intégration du genre dans le processus budgétaire communal ;
- Rédiger les fiches de recherche pour l'audit genre du budget communal ;
- Réaliser l'audit genre du budget communal 2017-2022 à travers la recherche documentaire et des entretiens avec les cadres de la DCT/MICT, le Conseil Municipal et les cadres de la direction des affaires financières de l'administration communale de Lascahobas ;
- Concevoir un plan et des modules de formation sur le budget sensible au genre et l'ACS ;
- Réaliser des formations et coaching dans les communes cibles ;
- Sensibiliser les acteurs/trices locaux sur les outils d'intégration du genre et de la participation dans le processus budgétaire communal et l'analyse comparative selon le genre ;
- Elaborer un guide méthodologique pour une budgétisation sensible au genre et accompagner le Conseil municipal de Lascahobas dans l'élaboration de son budget genré ;
- Identifier les opportunités pour la durabilité et l'institutionnalisation de la BSG au niveau communal et produire des recommandations sur la base des leçons apprises et de bonnes pratiques ;
- Procéder à la restitution du guide méthodologique et du budget sensible au genre auprès des parties prenantes (acteurs étatiques, projet AGLDT, partenaires de mise en œuvre), à travers un atelier dont l'organisation sera à la charge du projet.

## V- Livrables attendus

Les livrables attendus de cette consultation sont les suivants :

- **Livable 1** - Calendrier de travail, approche méthodologique finalisée, fiches de recherche pour l'audit genre du budget de la commune de Lascahobas, outils d'intégration de l'approche genre dans le processus de la planification budgétaire et un canevas de compte administratif communal sensible au genre ;
- **Livable 2** – Plan et modules de formation en ACS et BSG pour la commune de Lascahobas et les autres communes frontalières cibles du projet ;
- **Livable 3** – Guide méthodologique du budget communal participatif sensible au genre comprenant, entre autres, les résultats de l'audit genre du budget prévisionnel (si disponible) et exécuté de la Commune de Lascahobas pour cinq (5) exercices fiscaux (2017-2018, 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021 et 2021-2022) ;
- **Livable 4** - Version préliminaire du budget participatif sensible au genre pour la commune de Lascahobas (2023 -2024) et le rapport des formations ;
- **Livable 5** - Rapport final de l'intervention comprenant : le guide méthodologique d'élaboration du budget communal participatif sensible au genre, la version finale du budget communal participatif sensible au genre pour la commune de Lascahobas, le rapport d'audit genre des 5 dernières années d'élaboration et d'exécution du budget communal, le rapport des formations et les recommandations pour la duplication de l'expérience pilote dans d'autres communes.

## VI- Durée de la consultation

La consultation s'échelonnera sur une période de cent (100) jours ouvrables, à partir de la date de signature du contrat.

## VII- Profil de la firme consultante

### Compétences fonctionnelles :

Cette consultation s'adresse aux firmes d'études répondant au profil suivant :

- Avoir une expérience de travail en appui aux Collectivités Territoriales ;
- Détenir des connaissances et expériences avérées en finances publiques, en général, et en finances locales en particulier (collectivités territoriales) ainsi que des réformes effectuées dans ces domaines ;
- Avoir réalisé au cours des cinq dernières années au moins deux expériences de formation et/ou d'accompagnement d'acteurs/trices nationaux/locaux sur la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) et Analyse Comparative selon le Sexe (ACS) ;
- Avoir au moins sept (7) ans d'expériences dans l'accompagnement des mairies dans leur processus budgétaire ;
- Avoir au moins cinq (5) ans d'expériences dans les domaines de l'approche Genre, des droits humains et de l'audit genre ;
- Avoir des expériences dans le traitement et l'exploitation statistique des données ;
- Démontrer une sensibilité aux questions culturelles et d'égalité entre les sexes ;
- Démontrer une capacité logistique pour la réalisation de la consultation ;
- Avoir d'excellentes aptitudes à l'analyse et à la rédaction ;
- Disposer d'une équipe pluridisciplinaire.

L'équipe de cette mission devra comporter les compétences minimales suivantes :

**Un.e chef.fe de mission**, qui aura la responsabilité globale de la consultation et de la coordination de l'équipe. Il/elle devra disposer de qualifications minimales suivantes :

- Avoir une formation universitaire de niveau maîtrise au minimum en gestion urbaine, en sciences économiques et sociales ou autres domaines connexes ;
- Avoir au moins sept (7) ans d'expérience professionnelle générale dans le domaine de l'administration locale ;
- Avoir des expériences dans la conduite de consultations au niveau national et local dans des domaines similaires ;
- Avoir une bonne connaissance de la problématique des collectivités territoriales haïtiennes, en particulier des communes ;
- Avoir une expérience de travail en matière de renforcement de capacités des collectivités territoriales ;
- Avoir une connaissance des normes et textes régissant les finances publiques en général et les finances locales en particulier ;
- Avoir une bonne connaissance des outils et méthodes du budget communal participatif ;
- Avoir une bonne connaissance de la problématique du genre ;
- Avoir une capacité démontrée d'analyse, de synthèse et de rédaction en français et en créole.

Un-e Responsable Genre avec les qualifications minimales suivantes :

- Détenir un diplôme universitaire de premier cycle en Sciences sociales, Genre, sciences humaines ou discipline connexe ;
- Avoir une expérience professionnelle d'au moins cinq (5) ans dans le domaine du genre ;
- Avoir des connaissances particulières avérées dans le domaine du genre (thématique, approche et méthode) appliquée à la planification et à la programmation des politiques et des budgets publics ;
- Avoir déjà participé à des missions analogues ou équivalentes aux côtés du MICT, du MCFDF ou autres institutions nationales/internationales ;
- Avoir une connaissance en élaboration du budget communal ;

- Avoir une expérience de travail en appui aux Collectivités Territoriales est un atout ;
- Être capable d'animer des équipes et de transmettre des connaissances ;
- Être capable de travailler de façon autonome ;
- Avoir une capacité démontrée d'analyse, de synthèse et de rédaction en français et en créole ;

Un.e Responsable des Finances locales avec les qualifications minimales suivantes :

- Avoir une formation universitaire de premier cycle en finances publiques, gestion administrative et financière locale, budgétisation municipale ou autres domaines connexes ;
- Avoir au moins sept (7) ans d'expériences professionnelles avérées dans le domaine des finances locales ;
- Posséder une connaissance confirmée des normes et textes de lois régissant les finances publiques en général et les finances locales en particulier ;
- Avoir une connaissance des différentes réformes en matière des finances publiques en général et les finances locales en particulier ;
- Avoir au moins cinq (5) ans d'expériences dans l'élaboration du budget communal ;
- Avoir une bonne connaissance de la problématique du genre et de la budgétisation sensible au genre est un atout ;
- Être capable d'animer des équipes et de transmettre des connaissances ;
- Être capable de travailler de façon autonome ;
- Avoir une capacité démontrée d'analyse, de synthèse et de rédaction en français et en créole ;

### **VIII- Dossier de candidature**

Le dossier de soumission de candidature sera constitué d'une offre technique et d'une offre financière qui devront être transmises séparément. Tout dossier ne respectant pas ce principe ne sera pas analysé.

#### 1. Offre technique

La firme prestataire soumettra une proposition technique présentée de manière concise et structurée incluant :

- a. Une compréhension des besoins et services attendus à partir des termes de référence ;
- b. Une proposition méthodologique faisant état : de la démarche qui sera suivie pour réaliser la prestation ; de l'approche et des outils qui seront utilisés, d'une part, pour réaliser l'audit genre du budget communal et, d'autre part, pour l'intégration de l'approche genre dans le processus d'élaboration du budget communal ; d'une ébauche de compte administratif communal sensible au genre ; - du plan de formation en ACS et BSG ; un plan de travail détaillé ; et un chronogramme du déroulement de la prestation ;
- c. Le CV détaillé de chaque personnel clé de la firme soulignant leurs expériences et expertises requises dans les domaines recherchés ;
- d. Les copies de diplômes et certificats attestant des compétences requises du personnel clé de la firme ;
- e. Une liste de consultations similaires déjà conduites, incluant au moins les coordonnées téléphoniques et électroniques, d'au moins, d'une (1) autorité contractante ;

N.B. La firme peut, à son gré, requérir les services de n'importe quel cadre technique, en plus du personnel clé, pour les besoins de la consultation. La présence de femmes au sein du personnel clé est un atout.

## 2. Offre financière

La firme soumissionnaire proposera un budget complet en adéquation avec les activités proposées pour la réalisation du mandat. Ce dernier comprendra tous les coûts pour effectuer la consultation ; qu'il s'agisse d'honoraires professionnels, des frais de voyage relatifs aux missions dans les communes cibles ou tout autre frais prévu pour la réalisation de la consultation.

## **IX- Modalités de paiement**

Le montant du contrat est un prix fixe et les étapes devront être réalisées indépendamment de la prolongation de la durée spécifiée dans ces termes de référence.

<b>Paiement</b>	<b>Réalisation des travaux</b>	<b>Date</b>
20%	Livrable 1	10 jours ouvrables après la signature du contrat
30%	Livrables 2 et 3	40 jours ouvrables après livrable 1
30%	Livrable 4	40 jours ouvrables après livrable 3
20%	Livrable 5	10 jours ouvrables après livrable 4